

CINQ À LA UNE

Septembre / Octobre / Novembre 2020

APW
asbl
Association des Provinces wallonnes

AU SOMMAIRE DE CETTE NOUVELLE ÉDITION :

p. 1 APW

Les Pouvoirs Locaux Intermédiaires : filet de sécurité pour nos concitoyens dans la lutte globale contre la crise COVID

p. 2 BRABANT WALLON

L'école à l'épreuve du numérique

p. 4 HAINAUT

L'Art et la manière : une bourse provinciale à l'intention des artistes

p. 5 LIÈGE

Campagne de sensibilisation à l'endométriose : des règles qui font mal, ce n'est pas normal !

p. 6 LUXEMBOURG

La Province de Luxembourg assure la mission de « tracing » pour les élèves de ses écoles

p. 8 NAMUR

#Rubanblancnamur

Les Pouvoirs Locaux Intermédiaires : filet de sécurité pour nos concitoyens dans la lutte globale contre la crise COVID

La Confédération européenne des Pouvoirs locaux intermédiaires (CEPLI) organisait, le 20 novembre dernier, sa conférence politique annuelle sur le thème : « Les Pouvoirs Locaux Intermédiaires : filet de sécurité pour nos concitoyens dans la lutte globale contre la crise Covid ».

La crise sanitaire que nous traversons a mis en évidence le rôle essentiel des autorités locales intermédiaires dans la lutte contre le Covid-19.

Grâce à leur proximité avec le citoyen et à leurs nombreuses missions de service public, ces collectivités sont en première ligne pour gérer les aspects sanitaires de la crise mais également les politiques de soutien aux municipalités et aux différents acteurs de leurs territoires afin d'atténuer les incidences économiques et sociales.

Cette conférence a permis de croiser les regards des élus des Pouvoirs locaux intermédiaires en Europe, mais également des représentants des Institutions européennes ainsi que des chercheurs et membres de la société civile.

En ouverture de séance, le Président du Comité des Régions a tenu à rappeler l'importance de la Politique de cohésion. Les collectivités locales et régionales représentent, en effet, la moitié des investissements publics en Europe, soit un tiers des dépenses publiques.

Il est impératif d'orienter ces investissements de telle sorte que ces derniers apportent une réponse aux besoins réels des populations dont elles ont la charge.

Une Europe résiliente et durable ne doit laisser personne de côté et doit permettre d'effacer les disparités sociales et régionales.

Les échanges de bonnes pratiques entre élus ont démontré que le niveau intermédiaire avait été à la hauteur de ce défi sans précédents et avait été en mesure de faire face à des situations inédites.

Ainsi, les différents représentants des Provinces européennes ont mis en lumière l'aide apportée aux municipalités et zones rurales, l'acquisition de matériel médical, la gestion du tracing et des quarantaines, l'enjeu du numérique avec le développement du télétravail ou encore le soutien aux petites et moyennes entreprises.

Ces constats mettent en évidence l'importance de la décentralisation et la capacité de réaction du niveau intermédiaire.

Ils placent les Provinces comme les éléments structurants de nos territoires et les collectivités les mieux placées pour répondre à l'ensemble des mutations de notre société.

La conclusion est unanime : il est indispensable de coordonner les actions dans l'ensemble de l'Union et de mettre en place un soutien financier et sanitaire européen adéquat pour les collectivités locales et régionales dans leur lutte contre la COVID-19

Toutes les informations et documents présentés durant la conférence sont disponibles sur :

www.cepli.eu



L'école à l'épreuve du numérique

Le cartable n'est pas encore dématérialisé, mais le numérique s'immisce de plus en plus dans les classes. Boosté par un « coronavirus » inattendu, l'enseignement numérique gagne en ampleur. Tour d'horizon des évolutions opérées dans les écoles provinciales du Brabant wallon.

Le recours aux alternatives est souvent dû aux circonstances. Si les hivers rigoureux favorisaient déjà l'enseignement à distance au Canada, le Covid-19 vient d'en faire autant pour quasi toute la planète.

Chez nous, les premiers retours d'expérience semblent concluants : selon l'enquête « Le Cube / Relançons le Brabant wallon » menée par IPSOS, un quart des adultes brabançons ont suivi ou donné des cours à distance pendant le confinement. 79 % d'entre eux en ont été satisfaits, même si 62 % pensent que la qualité des cours n'est pas la même qu'en présentiel.

L'écueil ne serait donc qu'une question d'équilibre à trouver : 72 % des sondés souhaitent d'ailleurs voir ces cours distants perdurer, au moins jusqu'au terme de cette année scolaire.

Dans les 8 écoles secondaires organisées par le Brabant wallon, des logiciels comme Office 365 Education, GSuite-Classroom et Zoom ont permis de dématérialiser les salles de classe tout au long du confinement, tout en préservant le lien pédagogique entre élèves et enseignants.

L'éducation au numérique

Nous vivons dans un monde de plus en plus digitalisé et nous sommes convaincus de son utilité mais qu'en est-il dans l'éducation ? L'usage du numérique est largement développé pour mieux assurer la différenciation de l'enseignement, favoriser l'interactivité et le plaisir d'apprendre, réduire les difficultés scolaires, faciliter des démarches de recherche, développer l'esprit critique et développer chez les élèves la pensée algorithmique.

Au-delà de l'engouement qu'elles suscitent chez les élèves, les technologies du numérique ouvrent de nouvelles perspectives dans les apprentissages (en classe et en dehors de la classe) et se révèlent précieuses pour répondre à certains besoins des apprenants.

Avant la crise sanitaire que l'on connaît, la Région wallonne avait déjà émis le projet d'équiper tous les élèves d'ordinateurs portables pour leur permettre une meilleure transition vers le numérique. Ce projet est d'autant plus utile aujourd'hui et le sera demain car la crise sanitaire nous pousse à mettre en place un enseignement hybride, fait de moments d'enseignement à distance et en présentiel. Le but premier étant d'assurer la continuité des apprentissages et de former les élèves aux métiers de demain qui dépendent de plus en plus de l'outil informatique.

Dans cette transition numérique, il est plus que nécessaire de permettre aux enseignants de se former aux outils numériques et de les intégrer au mieux dans les pratiques pédagogiques. Des formations à l'utilisation des outils numériques dans la pédagogie ont déjà été organisées et continuent à être organisées afin de permettre aux enseignants de devenir des coaches d'apprentissage. Les centres de technologie avancée, les organismes formateurs et les différents pouvoirs organisateurs proposent un catalogue de plusieurs centaines de formations à caractère numérique aux enseignants de tout niveau.

L'éducation au numérique présente d'importants défis pour l'école. Depuis quelques années, les écoles s'équipent d'outils numériques, comme demandé par la transition numérique initiée par la Fédération Wallonie-Bruxelles, tels que des ordinateurs de bureau, des PC portables, des tablettes, des tableaux blancs interactifs, des écrans numériques tactiles muraux, des imprimantes 3D, des projecteurs, des robots programmables... Bien évidemment, un ensemble de logiciels vient compléter ces outils en fonction des disciplines ou des projets spécifiques des enseignants.

L'éducation au numérique permet aux élèves de développer leur esprit critique et leur regard critique sur les sources et outils numériques. Le numérique permet aussi d'aller plus loin dans les compétences puisqu'il en évalue d'autres comme le social, l'entraide entre les élèves, le partage et la mutualisation.

Rencontre avec André Grenier, Directeur d'administration de l'enseignement du Brabant wallon :

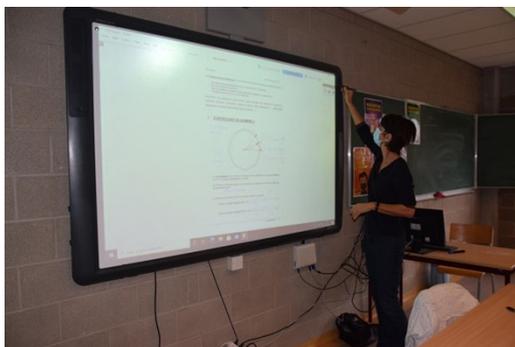
<https://youtu.be/X9JhHNw-C7E>

Les universités tournées aussi vers le numérique : exemple de l'UCLouvain

Depuis longtemps, l'UCLouvain a mis en place un plan numérique afin de modifier les manières dont l'université réalise ses diverses missions.

Benoît Raucent est Président du Louvain Learning Lab de l'UCLouvain. Cet incubateur de nouvelles approches pédagogiques a pour but de promouvoir les usages numériques à hautes valeurs ajoutées pour l'apprentissage. Rencontre : <https://youtu.be/z1XCJ9gFuXE>

Si les jeunes d'aujourd'hui sont de très grands consommateurs du numérique, le souhait des professionnels de l'éducation est de les amener à devenir de réels acteurs et producteurs responsables et critiques du numérique.



L'Art et la manière : une bourse provinciale à l'intention des artistes

Historiquement, la Province de Hainaut est pionnière en matière de politique culturelle et de soutien aux créateurs sur son territoire, un soutien encore marqué aujourd'hui à travers notamment des infrastructures provinciales (BPS22, CID-Grand Hornu, Maison Losseau, Fabrique de théâtre...) ainsi qu'au moyen de collaborations diverses avec les associations et les opérateurs locaux.

Par là même, la Province de Hainaut contribue à apporter une attention soutenue aux projets de création portés par les artistes émergents ou confirmés dans une démarche de valorisation, de promotion et de dynamisation de son territoire tout en cultivant le champ large du vivre ensemble et de la cohésion sociale de ses habitants.

La crise sanitaire générée par le coronavirus a largement impacté le secteur culturel, mettant en difficulté de nombreux artistes et travailleurs du secteur, empêchant aussi les opérateurs qui habituellement leur permettaient d'exercer leur métier ou d'être diffusés de pouvoir ouvrir leurs portes.

Face à cet implacable constat, la Province de Hainaut qui, rappelons-le, est celle qui compte le plus grand nombre de centres culturels de la Fédération Wallonie-Bruxelles et qui dispose du réseau de bibliothèque le plus étendu, a décidé de réagir à plusieurs niveaux.

En dehors du maintien fonctionnel et budgétaire évident de l'ensemble de ses services culturels, la Province de Hainaut a d'abord confirmé ses interventions dans les programmes des Tournées Arts et Vies et Théâtre à l'École.

Ensuite, elle vient d'octroyer une subvention complémentaire de 1.400 € à tous les centres culturels « locaux » hainuyers.

Enfin, de manière collaborative et originale, la Province vient de lancer et de financer un appel à projet sous forme de bourse provinciale à l'attention des artistes investis dans le Hainaut.

Dans ce contexte difficile de la Covid-19 ayant provoqué l'annulation et le report de nombreux projets artistiques, la Province s'associe aux quatre centres culturels régionaux (l'Eden de Charleroi, Central à La Louvière, la Maison culturelle d'Ath et la Maison de la Culture de Tournai) en vue d'attribuer une bourse exceptionnelle aux artistes de toutes disciplines dont le travail se développe sur le territoire hainuyer depuis au moins 3 ans.

Cette bourse de 5.000 € par centres culturels et d'un montant maximum de 2.500 € par dossier sera allouée au développement d'un projet ou d'une partie d'un projet artistique se déroulant entre le 1er décembre 2020 et le 30 juin 2021. Une restitution publique ou à comité restreint (selon les mesures sanitaires) est d'ailleurs prévue durant cette période. Les candidatures sont à déposer auprès d'un des 4 centres culturels.

En garantissant le fonctionnement quotidien de ses services et infrastructures culturels et par là même de leurs missions d'appui à l'ensemble du secteur, en s'associant à ses partenaires de terrain, la Province de Hainaut confirme son rôle opératif de service public soutenant, avec ses moyens, un monde culturel en souffrance qui représente pas moins de 5 % du PIB national !



Campagne de sensibilisation à l'endométriose : des règles qui font mal, ce n'est pas normal !

La Province de Liège, en collaboration avec les centres d'endométriose du CHC MontLégia (CLE) et du CHR Citadelle (LUCERM), a lancé, en octobre dernier, sur ses réseaux sociaux, une large campagne de sensibilisation à l'endométriose. Méconnue du grand public, l'endométriose touche pourtant une femme sur dix, soit 25 000 en province de Liège. Il faut réagir!

La Province de Liège estime qu'il existe un manque d'information pertinente sur l'endométriose. C'est pourquoi elle veut informer, d'une part, les femmes et les jeunes filles sur cette maladie, comment elle se manifeste et ce qu'il faut faire en cas de symptômes et, d'autre part, toutes les personnes qui sont indirectement touchées par la maladie : l'entourage, les conjoints, les parents, les médecins, les entreprises. C'est un mal qui concerne la société dans son ensemble. La campagne de sensibilisation de la Province de Liège veut porter haut et fort ce message : « Des règles qui font mal, ce n'est pas normal ! Il faut consulter votre médecin ».

La campagne de sensibilisation a débuté le lundi 5 octobre. Quatre femmes atteintes d'endométriose ont accepté d'expliquer leur parcours et leur quotidien avec la maladie afin de sensibiliser celles qui ressentiraient des symptômes similaires. Ces 4 témoignages ont été postés un à un sur les réseaux sociaux de la Province de Liège. De plus, chaque citoyen a pu montrer son soutien en appliquant sur sa photo de profil un décor aux couleurs de la campagne. Cette campagne a également été déclinée sur le site Internet www.provincedeliege.be/endometriose et sur différents supports « print » (flyers, affiches et badges) en français et en allemand.

Au niveau médical, les médecins généralistes et les gynécologues francophones de la province de Liège ont reçu un document détaillant la procédure de prise en charge de l'endométriose. Ils seront conviés, dans un deuxième temps, à des réunions d'information consacrées au diagnostic de l'endométriose.

Des conséquences physiques, psychiques et sociales

Pour rappel, l'endométriose est une maladie gynécologique lourdement invalidante qui touche 10 % des femmes en âge de procréer (de 15 à 50 ans). C'est une maladie difficilement détectable car elle se manifeste très différemment d'une femme à l'autre. Le symptôme le plus fréquent est une douleur insoutenable au ventre pendant ou en dehors des règles.

La maladie peut cependant être asymptomatique et, dans certains cas, être indétectable lors d'examen d'imagerie médicale. Son diagnostic est donc extrêmement difficile à poser et tombe, en moyenne, 6 à 10 ans après les premiers signes.

Au-delà des conséquences sur la santé, l'endométriose a de lourdes répercussions sur la vie professionnelle, intime ou sociale de celles qui en souffrent. Certaines femmes ne peuvent pas se lever le matin et sont incapables d'effectuer des activités banales du quotidien ou d'aller travailler. Elles se sentent incompréhensibles dans leur douleur et sont parfois considérées comme « douillettes ». De plus, la croyance selon laquelle des règles douloureuses sont normales a largement contribué à la non-reconnaissance de la maladie.

À l'heure actuelle, on ne guérit pas de l'endométriose, mais l'on peut atténuer ou supprimer les douleurs et rendre aux femmes la capacité de mener une vie quasi normale au quotidien. Il faut en parler pour sensibiliser chacune et chacun d'entre nous !



L'ENDOMETRIOSE touche une femme sur dix. Les règles douloureuses peuvent en être un symptôme important. **CONSULTEZ VOTRE MÉDECIN !**

WWW.PROVINCEDELIEGE.BE/ENDOMETRIOSE

 Province de Liège
Santé et qualité de vie

La Province de Luxembourg assure la mission de « tracing » pour les élèves de ses écoles

Le « tracing » consiste à tracer les personnes ayant été en contact avec un cas confirmé de Covid-19. Au sein des écoles où se trouvent de nombreux clusters, cette importante mission de suivi des contacts incombe au service santé lié à l'établissement. En province de Luxembourg, elle a notamment été confiée aux centres de santé pour l'enseignement subventionné. Comme dans d'autres provinces, les services de promotion de la santé à l'école ont aidé, et aident encore, les écoles à gérer la crise du Covid-19 en milieu scolaire.

La seconde vague qui a déferlé cet automne a pour caractéristique de toucher aussi les tranches de population les moins âgées. De nombreuses écoles ont été concernées, avec des quarantaines et des fermetures de classes à la clé, décidées notamment suite aux résultats du tracing. Dans les 8 centres de santé provinciaux PSE (Promotion Santé École) de la Province de Luxembourg, médecins, infirmiers et secrétaires ont œuvré sans relâche, ou si peu, pour prendre les décisions qui s'imposent.

Fermeture sanitaire ou organisationnelle

Quand une école, maternelle ou primaire, est fermée pour mesure sanitaire, c'est consécutif à la décision d'un médecin scolaire, en concertation avec des médecins de l'association de médecins généralistes de la province qui se sont impliqués dès le début dans la crise Covid.

Comme l'explique un médecin d'un centre de santé provincial : « Quand il s'agit d'une "fermeture sanitaire", il n'y a pas de garderie organisée par l'école. Par contre, si c'est le Pouvoir Organisateur qui prend la décision, on parle de "fermeture organisationnelle", décidée souvent parce qu'il n'y a plus assez d'enseignants et/ou de personnel encadrant. Dans ce dernier cas, nous sommes prévenus... ou pas. Attention, dans le cas de la "fermeture organisationnelle", il y a une obligation d'organiser une garderie. En primaire, la fermeture est effective dès que nous comptons deux cas (un enseignant et un élève ou deux élèves de la même classe) et que la transmission a eu lieu au sein de la classe. En secondaire, les enfants de plus de 12 ans sont considérés comme des adultes. Nous devons, dès lors, effectuer un traçage et rechercher tous les contacts étroits. Aujourd'hui (NDR : interview réalisée fin octobre), les protocoles recommandent des quarantaines de 10 jours par rapport au dernier contact ».

Un contact étroit, c'est quoi ?

La définition officielle d'un contact étroit ? « Etre à moins d'un mètre 50 pendant plus de 15 minutes sans masque », précise le médecin. « Nous constatons que dans l'enseignement secondaire, les contaminations ont souvent lieu dans trois cas : le temps de midi, quand les élèves mangent ensemble ; lors des cours de gym, qui se donnent généralement à l'intérieur et sans masques ; avant et après l'école, notamment à l'arrêt de bus. C'est principalement là que les élèves ont des contacts étroits avec leurs camarades ».

Tracing et travail d'équipe

Réaliser un tracing correct prend du temps. L'élève considéré comme « contact étroit » et « à haut risque » est prévenu par téléphone et écarté pendant 10 jours alors que les autres élèves de sa classe reçoivent un courrier précisant qu'ils sont « à faible risque » et énumérant les mesures de surveillance à prendre pendant 14 jours.

«Généralement, nous essayons de joindre les parents par téléphone pour leur signifier que leur enfant est à haut risque. Nous faisons un travail d'équipe qui nécessite une bonne coordination. Le médecin seul ne peut rien faire, il a besoin de ses collègues pour l'aider dans la gestion de situations critiques, où une quantité importante d'appels simultanés doivent être correctement pris en charge et des certificats de quarantaine doivent être rédigés. Il est nécessaire d'expliquer aux membres de notre petite équipe les nouvelles consignes pour toujours être en phase avec l'actualité. Je travaille avec des infirmières qui ne ménagent pas leur peine. De fait, l'enseignement secondaire nous prend beaucoup de temps. Le week-end, il y a un centre de garde pour toute la province. Or, chaque centre connaît bien ses écoles et leur historique, mais bien moins les autres. Donc, quand nous sommes de garde le week-end, c'est non-stop pour le moment. Il y a bien des écoles qui essaient de faire leur propre tracing. Certaines y parviennent mieux que d'autres. Expliquer la situation et ses conséquences aux parents et aux écoles, cela prend énormément de temps, même si cela s'avère nécessaire sur le long terme ».

Elles témoignent :

Sarah, infirmière au Centre de Santé de Neufchâteau : « *Nous nous sentons utiles* »

Infirmière PSE (Promotion de la Santé à l'École) depuis 2006, Sarah a débuté au Centre de Santé de Virton avant de rejoindre l'équipe de Neufchâteau. Son quotidien dans le contexte actuel ? La gestion des cas Covid dans les écoles, notamment par les contacts avec les directions dès qu'il y a un cas positif chez les élèves, les membres du personnel...

« *Cela s'est accéléré très clairement la deuxième quinzaine d'octobre. Les élèves de secondaire de retour à l'enseignement à distance depuis la fin du mois et les vacances de Toussaint approchant, nous devrions aller vers du meilleur. Par la suite, tout va dépendre des nouvelles mesures et d'un éventuel re-confinement. Les Directions d'école ont été informées que ce sont les Centres de Santé provinciaux qui gèrent le tracing pour les écoles sous tutelle. Elles nous préviennent dès qu'ils ont un cas positif dans leurs murs. J'analyse la situation – date du test, date du début des symptômes, description des symptômes, date du dernier jour de présence à l'école... Nous retraçons tous les contacts étroits comme les repas pris ensemble, les discussions sans masque, etc. Sur base des noms reçus, je prends alors contact par téléphone avec les parents, je leur explique la situation, les caractéristiques de la quarantaine... Globalement, ça se passe très bien. Les gens sont coopérants. Tout se fait naturellement. Personne ne semble fâché. Je constate que les gens font les efforts nécessaires pour s'organiser quand je leur demande d'aller, par exemple, rechercher leur enfant à l'école. Parfois, nous prenons aussi contact avec le médecin traitant afin de lui demander des informations complémentaires. Nous travaillons en équipe (secrétaires, infirmiers et médecins), nous sommes tous des maillons d'une chaîne. Sans oublier nos auxiliaires professionnel(le)s qui s'occupent de l'entretien des locaux et de leur désinfection. Cette pandémie nous occupe à 100 %, et même un peu plus. Nos missions habituelles nous manquent : les bilans de santé individuels, les vaccinations, les projets en promotion de la santé avec les animations sur le terrain, les contacts réels avec les enfants, les jeunes... Mais nous nous sentons utiles même si ce n'est pas notre première mission, nous devons nous adapter sans cesse aux nouvelles mesures, faire preuve de disponibilité et de flexibilité... ».*

Katty, secrétaire aux Centres de Santé d'Arlon et Neufchâteau : « *Nous aidons parents et écoles, répondons à leurs questions et tentons de les rassurer* »

« *En tant que PSE, nous suivons les règles et mesures de l'ONE et de l'AViQ, ainsi que SCIENSANO, pour les maladies transmissibles. Depuis le mois de mars, c'est le Covid qui nous occupe. Notre but, c'est d'aider les écoles et les parents, de répondre à toutes leurs questions et de les rassurer. En temps réel, notre objectif principal est de limiter la propagation de ce virus en milieux scolaires. En tant que secrétaire, je gère et dispatche les appels, je prends note, je dresse un bilan de la situation et ensuite je transfère aux infirmiers et aux médecins. Nous gardons l'espoir que nous pourrions reprendre nos tâches habituelles : visites médicales, visites d'établissements, maladies transmissibles, la prophylaxie et la promotion de la santé. A ce moment-là, c'est que la crise du Covid sera derrière nous ».*

#Rubanblancnamur

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes du 25 novembre dernier, la Coordination pour l'égalité des femmes et des hommes de la Province de Namur a lancé #Rubanblancnamur, une campagne de prévention et de sensibilisation 100 % numérique à destination du grand public.

Rien ne justifie la violence. Un message qui, malheureusement, est loin d'être entendu. En Belgique, on estime que plus d'1 femme sur 3 (36 %) a subi des violences physiques et/ou sexuelles au moins une fois dans sa vie depuis l'âge de 15 ans. En Wallonie, 1 femme sur 4 (24 %) a subi des violences physiques et/ou sexuelles de la part de son partenaire ou ex-partenaire. Les chiffres l'attestent, pour certaines femmes, le foyer ne constitue pas un lieu sûr.

La campagne Ruban blanc, qui se déroule traditionnellement du 25 novembre – date de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes – au 6 décembre, se donne pour objectif de sensibiliser le grand public aux phénomènes de violence envers les femmes. Une initiative portée chaque année par l'équipe de la Coordination pour l'égalité des femmes et des hommes de la Province de Namur et sur laquelle cette dernière ne pouvait faire l'impasse.

En effet, à l'heure de ce nouveau (quasi) confinement, risquant à nouveau de créer ou d'exacerber des situations de violences au sein de la cellule familiale comme ce fut le cas pendant le premier, il est primordial de ne rien lâcher. Ainsi, début avril, la ligne d'écoute pour les victimes de violence conjugale enregistrait deux fois plus d'appels qu'en temps normal. Pas question donc pour la Coordination de mettre ses actions sur pause.

Particularité de la campagne cette année : une action 100 % numérique. Initiative innovante dans le paysage des Provinces wallonnes, #Rubanblancnamur vise à sensibiliser le tout public par la diffusion d'une mini-série de 4 capsules vidéo postée sur les réseaux sociaux. Cette dernière a été réalisée avec Télévision du Monde, grâce à la collaboration des services membres des trois plateformes de concertation de lutte contre les violences de la province de Namur. Elle donne la parole aux acteurs de terrain, œuvrant au quotidien, chacun à leur niveau et en complémentarité de la lutte contre les violences basées sur le genre, un phénomène qui découle des inégalités sociales persistantes entre les hommes et les femmes.

À travers ces 4 épisodes, le public est amené à découvrir la problématique de la violence conjugale sous différents angles : l'accompagnement des victimes de violences conjugales, la prise en charge des auteurs de violences, la place des enfants dans la prise en charge de situations de violences conjugales, la prévention et la sensibilisation à l'égalité entre les femmes et les hommes. Une approche qui met en lumière la prise en charge multidisciplinaire, seule et unique voie permettant de lutter efficacement contre la problématique.

Cette initiative, lancée dans ce contexte si particulier, ne sera pas un one shot. Les capsules de cette mini-série sont intemporelles et peuvent donc continuer à être diffusées au-delà de la quinzaine du Ruban blanc et même du confinement. De plus, elles seront prochainement complétées par deux court-métrages à destination des ados.

En effet, les phénomènes de violences peuvent déjà apparaître dans les relations amoureuses naissantes chez nos jeunes. La jalousie, la possessivité, le contrôle sont des exemples de comportements souvent faussement identifiés comme des « preuves d'amour ». Et pourtant, ce sont les fondements d'une relation inégalitaire qui s'installe au nom de l'amour...

Ces outils pédagogiques, disponibles sur demande, seront destinés à tout(e) animateur(trice), enseignant(e), éducateur(trice) souhaitant aborder cette thématique avec un public jeune. Ils seront, par la suite, complétés par un dossier complémentaire, réalisé avec des professionnel(le)s de terrain, et reprenant des données utiles ainsi que des informations complémentaires.

Avec #Rubanblancnamur, la Coordination pour l'égalité des femmes et des hommes de la Province de Namur entend véritablement donner un souffle nouveau à ses actions.

Pour tout renseignement complémentaire :

Myriam SABRIR

Coordination pour l'égalité des femmes et des hommes
081 775 293 | egalitedeschances@province.namur.be
Page Facebook : Province de Namur-Egalité femmes/hommes

